

Le Code criminel

Ce dont il est question ici aujourd'hui, c'est d'emplois et d'un secteur industriel très valable. Je sais de quoi je parle, car, de 1964 à 1971, j'ai été vétérinaire dans des hippodromes de l'Ontario. C'est un secteur très bien administré. Il emploie une centaine de milliers de personnes qui auraient du mal à se trouver un emploi ailleurs. Elles ont grandi dans ce milieu. Celui-ci forme une grande famille. J'ai été très scandalisé d'entendre le député d'Algoma (M. Foster) exiger que les gouvernements provinciaux aient leur mot à dire à cet égard. Ceux-ci ont déjà tout loisir de se prononcer.

Les modifications dont la Chambre est saisie tiennent compte des responsabilités et des intérêts des provinces. Aucune salle de paris ne pourrait fonctionner sans avoir obtenu au préalable un permis du gouvernement provincial. Je ne vois vraiment pas où est le problème. Je félicite le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) et le député de Mackenzie (M. Althouse) qui ont la perspicacité de vouloir faire adopter ce projet de loi à toutes les étapes aujourd'hui. Il s'agit d'une mesure extrêmement importante qui est étroitement liée à l'agriculture.

Le Canada produit d'excellents chevaux de course et on n'a qu'à penser à Northern Dancer, en 1964, l'un des meilleurs chevaux de course que le monde ait jamais connu. Il fait bon entendre parler des grandes familles dans le domaine des courses de chevaux. On en retrouve dans tout le pays, et non seulement dans Lambton—Middlesex. On peut parler de gens comme Waples ou Sandy Hawley qui est parti de Whitby et qui est devenu un grand champion aux États-Unis.

Nous savons qu'il y a certains paris illégaux sur les événements sportifs et les courses de chevaux. Les corps policiers font tout en leur pouvoir pour mettre un terme aux activités des preneurs aux livres. Les paris illégaux ne sont pas si répandus mais le projet de loi permettra de remédier en partie à la situation à cet égard. Les gens qui ne sont pas sur place pourront parier légalement sur certaines courses.

Je pense en l'occurrence à l'hippodrome de Sudbury Downs. Pourquoi empêcher que les courses soient retransmises par satellite dans une salle agréable, non seulement à Sault Ste. Marie, en Ontario, mais à Sault Ste. Marie, Michigan. L'argent en question pourrait revenir aux hommes de chevaux et permettre à l'industrie de survivre en offrant des bourses plus généreuses.

Ce qui se produit dans le secteur des courses de chevaux, c'est qu'il en coûte 50\$ par jour pour garder un cheval à la piste de course et pour payer un entraîneur. Cela a déjà été un sport réservé aux rois, et nous savons tous que la famille royale suit encore de près les courses de chevaux. Cependant, de nos jours, c'est devenu un

sport populaire. Dans ma circonscription, des pompiers possèdent des chevaux de course. Beaucoup de gens forment des syndicats, alors que trois ou quatre personnes se regroupent pour acheter ensemble un cheval de course. Rien de plus captivant que de voir le cheval portant vos couleurs franchir la ligne d'arrivée.

Je souhaiterais que ce projet de loi soit adopté à toutes les étapes aujourd'hui. La province est protégée de toutes les façons possibles. C'est elle qui émettra le permis. Nous savons que les bingos et les loteries viennent concurrencer les courses de chevaux. En effet, quelque 38 000 magasins vendent des billets de loterie de toutes sortes. Il s'agit en l'occurrence de la viabilité d'une industrie qui a une excellente réputation et qui est extrêmement honnête.

Arrêtons-nous un instant sur les sommes pariées aux pistes de course. L'année dernière, les Canadiens ont parié 1,7 milliard de dollars à 107 pistes du Canada. Le gouvernement fédéral obtient une partie de cet argent, soit 0.75 p. 100, ce qui est à peine suffisant pour financer ses activités en faveur de ce secteur. En effet, nous nous occupons des paris mutuels, des caméras utilisées pour la photo-finish et des très contrats lucratifs accordés à la société Mendelssohn Films et à d'autres. Nous nous chargeons également des contrôles anti-dopage. Ces contrôles anti-dopage sont très perfectionnés. Ils permettent de déterminer en quelques heures si le cheval a absorbé une drogue. J'ai visité les laboratoires du gouvernement fédéral et du Manitoba. On peut déterminer le régime alimentaire d'un cheval. On peut nous dire si on fait ingérer à un cheval de l'huile de ricin pour embellir sa robe. On peut nous révéler tout ce qu'un cheval a ingéré et à quel moment.

Les conditions dans lesquelles se pratique ce sport sont vraiment excellentes. Pendant les courses, il y a partout des juges de piste chargés de veiller à ce qu'il n'y ait pas de tricherie. La course de chevaux est un sport tout à fait intègre et qui plaît à beaucoup de gens.

J'écoutais avec intérêt les observations du député de Mackenzie au sujet des traditions. Il se rappelle sans doute, comme moi, le temps où les automobiles ne se hasardaient pas sur les routes de campagne en hiver. Tout le monde avait un cheval et les agriculteurs avaient l'habitude de faire des courses en se rendant au village.

Les gouvernements provinciaux prélèvent environ 10 p. 100 sur chaque pari de un dollar, ce qui rapporte au fisc 170 millions de dollars.

Nous avons là un projet de loi très important même s'il ne compte qu'une page et quart environ. Il s'agit d'une modification du Code criminel.